

## N'est pas post-colonial qui veut...

### La postcolonie, une alternative muséale utopique

par **Gratia Pungu**

*Au printemps 2018, le Musée royal de Tervuren rouvrira ses portes après cinq années de rénovation. Critiqué depuis des années pour son rôle dans la violence du processus colonial (expropriation et construction de l'Autre comme ontologiquement inférieur, notamment), le Musée a entrepris une dynamique de rénovation qui se veut aussi bien architecturale et scénographique que scientifique et humaine. Dans ce contexte les diasporas afro-européennes ont été associées au processus de rénovation en tant qu'expert.e.s élu.e.s par le Comité consultatif associant le musée et des représentants issus d'associations des diasporas africaines (COMRAF). Ces experts, peu connus du grand public, constituent le « Groupe des six » sont donc un élément central du processus de modernisation et de décolonisation annoncé.*

Dans le cadre du programme européen « Swich »<sup>1</sup>, s'est tenue à Bruxelles en mars 2015, une rencontre organisée par le MRAC<sup>2</sup>, rassemblant des représentants issus de différents musées, sinon ethnographiques du moins « culturels », parties prenantes à la réflexion générale sur l'exposition de l'« Autre », l'ex-colonisé, l'immigré, dans les collections muséales.

Ce projet, louable s'il en est, entend, schématiquement, promouvoir par des pratiques créatrices et innovantes, dans un but d'inclusion et de citoyenneté, l'appropriation, par les diasporas de cet héritage muséal contesté, celui de leurs ancêtres supposés.

Ce fut, l'occasion de tirer un bilan provisoire<sup>3</sup> de la collaboration des experts issus de la diaspora africaine, et de leur participation au processus de rénovation du MRAC. Ceux-ci, élus par le COMRAF<sup>4</sup>, sont au nombre de six, ce qui leur vaut, le nom de « Groupe des six », « Les six » ou « Le groupe Diaspora » ou « La Diaspora ».

Ces errances sémantiques, sont révélatrices, de la difficulté qu'il y a à penser leur inclusion dans le processus de rénovation. Un malaise qui tire son origine dans l'épineuse question de la légitimité politique: « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire

---

<sup>1</sup> « Sharing a world of inclusion, creativity and heritage » <http://www.swich-project.eu/>. Invités à s'exprimer pour l'occasion, les experts issus de la diaspora africaine en Belgique n'avaient pas réussi à exprimer une opinion qui fasse consensus entre eux. Le présent article est donc la retranscription de l'opinion de la seule auteure, y ayant assisté en tant qu'experte de la diaspora, sur le processus engagé.

<sup>2</sup> Musée Royal de l'Afrique Centrale

<sup>3</sup> Voir l'article de « Politique », n° 86, sept-oct 2014, focus : Déconstruire la pensée coloniale, reproduit dans ce numéro.

<sup>4</sup> Comité consultatif associant le musée et des représentants issus d'associations des diasporas africaines

arrivent aisément », dit le proverbe. En l'espèce, on en est loin, tant sur le fond que sur la forme. Faute de se voir attribuer un titre adéquat par le musée, il aurait sans doute mieux valu... se nommer nous-mêmes. La question peut sembler anecdotique, elle est pourtant essentielle d'un point de vue symbolique, et révélatrice d'un credo post-colonial qui peine à s'incarner, autrement que de manière purement discursive.

Il en va, en effet, loin de la parole aux actes pour des acteurs qui du côté du MRAC, tirent (tiennent) tout leur pouvoir de leur institutionnalisation : à eux les légitimités politique, scientifique et économique ; elles apparaissent comme irréfutables, je dirais même inexpugnables. De l'autre côté, celui des représentants de la diaspora, quand bien même dotés d'un bagage académique, leur légitimité provient de la seule élection, de la délégation associative et du soutien, hiérarchique et financier du le MRAC. Les uns décident, les autres sont « invités » à donner leur opinion. La relation est manifestement ambiguë, fortement inégalitaire et par là même opposée à toute entreprise sérieuse de décentrement, préalable à la démarche post-coloniale. L'ambigüité de la situation n'a pas échappé au public de SWICH. La question de l'indépendance des experts de la diaspora, dans un contexte économique et social général où être « visiblement » Afro-descendant expose à la précarité<sup>5</sup>, a d'ailleurs jailli spontanément ainsi que celle relative à la façon dont ils rendaient des comptes à leurs électeurs. Preuve s'il en est que ces questions se posent ou se sont posées ailleurs, dans d'autres musées. La légitimité des chercheurs du musée, de leur indépendance d'esprit ne fut, elle, pas questionnée.

A cette question de principe, s'ajoute un problème de méthode ; l'hétérogénéité des points de vue, la faiblesse du leadership dans le processus de rénovation, et/ou son émiettement entre une infinité d'acteurs aux positions hiérarchiques floues, laissent craindre qu'un repli généralisé, plus ou moins conscient, sur des positions « sûres », serait possible. Non seulement tout résultat critique et toute production post-coloniale seraient dès lors peu probables mais même les positions audacieuses, innovatrices, controversées, repérables dans la réflexion et les productions scientifiques des chercheurs pris individuellement, s'en trouveraient invisibilisées, évacuées.

Ce n'est donc pas seulement la diaspora, et ses six représentants, qui risquent d'y perdre, mais également la recherche, qui manquerait une occasion de se manifester, de façon certes polémique mais à tout prendre vivifiante.

Pour ma part, je n'ai aucun doute sur le fait que le versant matériel, architectural, de la rénovation sera satisfaisant, dans les limites évoquées dans l'article de « Politique ». Un bâtiment colonial ne change pas de poids de par sa seule rénovation. Un très beau lifting peut cacher une absence de vision quant au fond et c'est là ma crainte.

---

<sup>5</sup> Précisons d'emblée que le défraiement des experts, avait été expressément demandé lors des rencontres préparatoires du mois de juin 2014, les membres de la diaspora estimant, à juste titre, qu'il n'y avait aucune raison de mettre leur expertise à disposition gratuitement. Ils furent entendus sur ce point.

Il m'est dernièrement venu l'envie de revoir l'excellent documentaire de la RTBF « Boula Matari ; Chronique des années coloniales » réalisé au début des années 1980. La série est remarquable de nouveauté... pour l'époque. Le MRAC risque bien de se hisser à ce niveau précis de nouveauté et de réflexion : un bon musée proto-colonial de la fin du 20<sup>e</sup> siècle.

A l'article de « Politique », je ne retrancherais pour l'heure pas une ligne, pas même un mot.

## **Tervuren : en finir avec Tintin au Congo<sup>6</sup>**

***Revue Politique, août 2014***

**Par Gratia Pungu**

**Le Musée royal de l'Afrique central est en cours de rénovation (réouverture en 2017).**

**Enjeu : que la vision de l'Afrique présentée n'appartienne plus au seul regard de l'ex-colonisateur. Bref, passer d'une vision coloniale (regard unique) à une vision postcoloniale (regard commun) de l'Afrique.**

Dans le numéro de *Politique* de juin 2010 consacré au Congo, Nathalie Delaleeuwe analysait l'histoire et les controverses relatives au musée de Tervuren. Musée fossilisé dans un temps colonial dont la modernité, mis à part les expositions temporaires, s'est figée en 1958, avant l'indépendance. Pour tout un chacun, Tervuren c'est une vaste exposition. C'est oublier qu'un musée est avant tout une institution scientifique de conservation et d'étude et que pour ces travailleurs particuliers que sont ses chercheurs l'exposition est une greffe à l'activité de recherche. Or les nécessités politiques du moment, la présence d'une importante diaspora congolaise et l'avènement au niveau mondial des théories postcoloniales forcent cette institution à revoir son déploiement sous un jour entièrement neuf.

### **A quoi sert une théorie postcoloniale au musée ?**

Dans le cadre de sa fermeture et de sa rénovation, le musée, suivant ainsi une démarche courante en Amérique du Nord mais rarissime en Europe, entend associer la diaspora africaine à la rénovation de son exposition permanente. Il s'agit de passer d'une vision coloniale à une présentation postcoloniale c'est-à-dire qui décentre la vision de l'eurocentrisme vers une vision plus globale, plus humaniste et donc prenant en compte la vision des Africains eux-mêmes sur cet héritage<sup>7</sup>. Cette démarche n'est pas tout à fait inusitée puisque depuis 2003 le musée dialogue avec le Comraf<sup>8</sup>, dans le cadre d'une réflexion postcoloniale entamée il y a une quinzaine d'années.

<sup>6</sup> Article reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur et de la Revue.

<sup>7</sup> Défi conséquent, notamment quand on lit Achille Mbembe : « *De certains crimes de l'histoire, il ne résulta que souillure et profanité [...]. Bref, l'impossibilité de « faire communauté » et de réarpenter les chemins de l'humanité.* » (A. Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, La Découverte, 2010, p. 9.)

<sup>8</sup> Comité consultatif créé en 2003, associant le musée et des représentants issus d'associations des diasporas africaines, afin de discuter de propositions communes (expositions, rénovation...).

Les 20 et 21 juin derniers, à Bruxelles deux journées de discussion<sup>9</sup>, associant la direction du musée et des représentants de la diaspora, personnes privées ou associations, se sont tenues. Les lignes de force du projet qui ont été présentées à la diaspora sont les suivantes : placer l'humain au cœur du processus dans une vision historique partagée, accentuer une dimension réflexive, mettre en valeur les collections et l'expertise du musée, se focaliser sur les ex-colonies belges tout en élargissant la perspective au continent, aux diasporas d'origine africaine, notamment en Amérique et en immigration, aborder dans une perspective contemporaine une démarche interdisciplinaire les études et collections muséales.

L'espérance, maintes fois soulignée, de la diaspora, c'est d'arriver, au travers du contenu narratif et de la révision matérielle, à construire un récit commun de la colonisation, à prendre en compte la mémoire des peuples africains et des diasporas dans sa diversité. Le but est aussi de lutter contre les discriminations racistes qui frappent l'Africain et le Noir dans la société actuelle, se nourrissant de l'ignorance de son histoire et des stéréotypes qui le visent via notamment l'image qui en est véhiculée dans l'exposition coloniale.

La différence qui sépare la vision muséale de type colonial de sa version postcoloniale, c'est par exemple :

- celle qui ne met en valeur « les productions » du colonisé ou de sa terre que pour mieux *héroïser* le colonisateur ; dans cette optique le colonisé est censé ne pas connaître ses richesses, mal les exploiter par ignorance ou pire, par fainéantise, produire des *artefacts* dont les qualités artistiques sont « découvertes » par plus malin, plus fin, plus intelligent. Elle passe au surplus sous silence les conditions d'appropriation des objets, violentes, souvent menées par des militaires, des mercenaires ou des aventuriers sans foi, ni loi, dont les connaissances tant scientifiques qu'artistiques étaient souvent proches du zéro absolu. Même remarque s'agissant des ressources « naturelles », songeons au mépris affiché des décennies durant à propos de l'agriculture sur brûlis dont les qualités ont été « redécouvertes » à la faveur des courants écologistes.

- celle qui présente l'Africain comme un être collectif, un artiste anonyme, figé dans sa tradition ethnique qu'il représente toute entière, culture elle-même autarcique et immobile alors même que la reconnaissance et la recherche scientifique permettent, dans bien des cas, d'identifier les artistes, de placer leurs œuvres dans le temps en étudiant les évolutions et les influences.

Ce travail n'est pas sans conséquences sur l'appréciation purement monétaire et intellectuelle des objets présentés et de leurs auteurs, et partant détermine une (re)valorisation et une lutte contre les stéréotypes

---

<sup>9</sup> La synthèse de ces discussions, qui sert de base à cet article, a été établie par Nicole Grégoire, chargée du projet Share, un forum des migrants (associations de migrants et de soutien aux migrants) destiné à relayer leur parole, et collaboratrice scientifique au laboratoire d'anthropologie des mondes contemporains de l'ULB. [www.shareforum.be](http://www.shareforum.be)

qui frappent les Africains, y compris les artistes contemporains, contraints d'exposer leurs œuvres dans des musées d'ethnographie ou *d'art tribal* plutôt que dans des galeries ou musées d'art contemporain.

- celle qui présente de façon pétrifiée, au sein de la nature des « fétiches » et autres masques pour provoquer un choc esthétique chez le visiteur, avec peu d'explications historiques, ethnographiques accentuant par là-même le côté étrange, voire « sauvage, sombre, spontané, enfantin », stéréotypes frappant toujours l'Africain et ses arts au contraire d'une vision intégrée, dynamique et éclairée par les différentes sciences humaines, des objets présentés<sup>10</sup>. On le voit même des musées récents et à l'architecture recherchée, n'échappent pas à la critique à cet égard<sup>11</sup>.

- celle qui s'attache à une vision fixée dans l'éternité, de la tradition, dont les péripéties commencent avec l'arrivée du colonisateur dont on minimise les crimes au détriment d'une vision dynamique, mettant en valeur les recherches historiques, les archives, les contacts et les résistances opposées par les Africains à la colonisation.

Au mieux ces visions nouvelles postcoloniales sont réservées non aux expositions permanentes mais aux expositions temporaires ; fugaces, ainsi en a-t-il été à Tervuren des expositions très réussies mais éphémères telles : le temps colonial, Exit Congo Museum, Indépendance, etc.

### **Mémoire de pierres**

C'est à un nœud de contradictions cependant que ce projet se heurte. Ce musée est une « *mémoire de pierres* », comme l'a souligné l'artiste contemporain et historien de l'art, Toma Muteba Luntumbue. Sa rénovation se heurte aux contraintes suivantes :

- classement par la Région flamande du bâtiment extérieur, et intérieur, y compris statues, vitrines, et fresques, toutes très coloniales. Même relooké, Tervuren gardera son poids de colonialisme triomphant, quels que soient les efforts entrepris.

- multiplicité des disciplines en présence qui empêche l'univocité, voire la cohérence d'un projet muséologique postcolonial (anthropologie, biodiversité, histoire, histoire de l'art, minéralogie...). Tervuren c'est un

---

<sup>10</sup> Il devient difficile politiquement et socialement dans les sociétés euro-américaines de plus en plus multiculturelles, d'exposer des objets d'Afrique, d'Océanie ou d'ailleurs, qui sont encensés par les conservateurs de musée et par la presse comme des chefs-d'œuvre universels, sans jamais dire un mot sur les artistes qui les ont créés ni sur les sociétés qui ont suscité leur création pour leur usage. Il est devenu difficile d'exposer des objets célèbres provenant des Bambara ou des Dogon du Mali ou des Sénoufo de Côte d'Ivoire, sans associer des représentants de ces deux pays [...]. Les anciennes formes de colonialisme sont derrière nous, et il faut désormais en tenir compte, même si d'autres, nouvelles, sont encore devant nous. » Maurice Godelier, introduction au livre de Sally Price, *Arts primitifs – regards civilisés*, Ecole nationale des Beaux-arts de Paris, 2012.

<sup>11</sup> Paris, le Quai Branly, musée des « arts premiers » créé en 2006, dans son enveloppe végétale et son aménagement intérieur presque troglodyte, bien éloignés des habitats des peuples dont il présente les œuvres, a innové matériellement... sans modifier la vision stéréotypée pesant sur les Africains. C'est une occasion manquée.

musée de l'Afrique centrale, ce n'est pas un musée d'ethnographie, ni un musée des Beaux-Arts, ni un musée des Sciences naturelles, c'est tout en un. Tous doivent se réinstaller mais plus fondamentalement se repenser dans les mêmes lieux. Comment changer dès lors une vision coloniale, qui présente l'Africain largement dans une perspective naturaliste, évolutionniste et anhistorique, jusqu'à la colonisation alors même que sa présentation au public devra s'accompagner inévitablement des disciplines « environnementales », du biotope local ?

- rapports de force et inégalités entre les disciplines en présence, du fait de leur corpus différent mais aussi de leur poids international et financier inégal, si pour le visiteur Tervuren ce sont des animaux empaillés et des masques, en réalité c'est aussi et surtout des réserves et études des richesses naturelles de l'Afrique centrale qui suscitent toujours des intérêts financiers publics et privés<sup>12</sup>.

- légitimité de l'association de la diaspora au processus, doublement questionnée : d'une part sur la pertinence d'une intervention ressentie comme étant de nature *politique et non scientifique* dans la présentation des disciplines, d'autre part sur la légitimité d'une intervention spécifique de la diaspora au titre de la *mémoire* dans un processus interne de rénovation.

- enfin du fait de la rareté du processus participatif en Europe, la crainte des acteurs d'origine africaine est certainement celle de l'instrumentalisation sans contrepartie effective en termes de droit de regard sur le résultat final.

« *La colonisation fut, à bien des égards, une coproduction des colons et des colonisés. Ensemble mais à des positions différentes, ils forgèrent un passé. Mais avoir un passé en commun ne signifie pas nécessairement l'avoir en partage. [...] [Ce sont] les paradoxes de la « postcolonialité » chez une ancienne puissance coloniale qui décolonisa sans s'autodécoloniser* », dit Achille Mbembe<sup>13</sup>. C'est bien le processus et dilemme qu'il faudra résoudre pour réussir une rénovation alliant savoir et plaisir des uns et des autres, alors qu'à l'heure actuelle, les uns ne s'aperçoivent même pas de la répulsion qu'éprouvent les autres à la vue de ce musée...

## **l'épilogue du comité éditorial**

Le 18 novembre 2017, Anne Wetsi Mpoma organisait pour l'asbl Bamko, au Pianofabriek, une conférence, sur ce sujet, la première d'une série de conférence à venir sur le thème suivant « *les diasporas décolonisent les musées royaux de Blegique ?* ».

Pour l'organisatrice, également membre du G6, « *cette collaboration a permis de faire figurer la décolonisation du musée dans les directives du plan opérationnel actuel* », mais « *le*

---

<sup>12</sup> Voir à ce propos l'article d'Olivier Paye sur [le jardin botanique et l'intérêt économique sous-tendant sa régionalisation](#) dans Politique, n°70, mai-juin 2011 (accessible en ligne). Le même scénario, de type louvaniste, n'est pas pur fantasme s'agissant de Tervuren, jusqu'à présent institution scientifique fédérale, et cela force à souhaiter la réussite, coûte que coûte, de cette rénovation.

<sup>13</sup> *Sortir de la grande nuit, op. cit.*, p. 6.

*terme reste vague et indéfini ». Ainsi, « De quelle décolonisation s'agit-il ? Va-t-on engager des membres des diasporas africaines à des postes de direction dans l'institution ? On parle aussi souvent de co-création au niveau de la production du contenu. Qu'est-ce qui est structurellement mis en place pour réaliser cet objectif et quelle place pour la négociation dans l'installation d'un tel système à l'heure des restrictions budgétaires de la part du gouvernement fédéral ? ».*

*L'objectif de cette conférence était de faire le point sur « les relations entre les Africains appelés en qualité d'experts et le personnel scientifique de l'institution » afin de voir si « leur expertise reconnue sur papier » est en pratique « acceptée et considérée comme légitime par leurs interlocuteurs, où se sont-ils vus affublés du stigmate de l'idéologie contre la science, un peu comme on opposait nature et culture, civilisation occidentale et sauvagerie indigène par le passé ? ».*

Cette conférence est loin d'avoir fait le tour du sujet mais a clairement fait ressortir la dimension instrumentale de cette « politique de collaboration et de consultation » des dits des représentants des communautés d'Afrique centrale<sup>14</sup>.

Parmi les réactions des observateurs, celles de Véronique Clette, anthropologue à l'Uib et Martin Vander Elst, anthropologue à l'Ucl, qui se demandent si au fond cette cooptation extrêmement dysfonctionnelle du point de vue d'un agenda décolonial, et opportune, n'est pas un alibi pour éviter la question de la restitution. Le public dans son ensemble utilise des termes très forts pour décrire cette cooptation : « systèmes pervers », « aliénation », « instrumentalisation », « réification » des cultures et des objets, « ethnicisation » des experts, « injonction contradictoire », « racisme ». Un public divers, constitué de jeunes, de vieux, de personnes racisées comme blanches et de personnes racisées comme noires ; ceci, dans une salle d'environ 150 personnes, comble, obligeant plusieurs auditeurs à rester sur le seuil de la porte.

De son côté, le directeur des services orientés vers le publics du Musée, Bruno Verbeet, a mis en avant les limites qui sont les siennes en particulier dans le management des frustrations diverses et variées que suscite le processus de rénovation du Musée. Il a appelé en dernière instance, le public mécontent, à interpeller le politique, ayant en charge la gouvernance fédérale dont relève le Musée. Et tandis que plusieurs intervenants appelaient à quitter ce processus de rénovation pour à se mobiliser pour la création d'un musée de la colonisation.

---

<sup>14</sup> <http://www.africamuseum.be/about-us/museum/organisation/advisory-committee/comraf/?searchterm=comraf>